

Cote du document: EB 2018/125/INF.7
Date: 9 janvier 2019
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Résumé des propositions de projet et programme examinées par le Conseil d'administration

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Lauren Phillips
Spécialiste technique principale
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2877
courriel: l.phillips@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Cheffe de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-cinquième session
Rome, 12-14 décembre 2018

Pour: **Information**

Résumé des propositions de projet et programme examinées par le Conseil d'administration

I. Propositions de projet et programme

1. Les propositions suivantes ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa cent vingt-cinquième session; elles sont conformes au Cadre pour la soutenabilité de la dette.

A. Asie et Pacifique

Indonésie: Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes

(EB 2018/125/R.32 + Add.1 + Sup.1)

2. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 55,3 millions d'USD, à des conditions ordinaires, et d'un don de 2 millions d'USD à la République d'Indonésie, destinés à financer le Programme de services d'appui à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes. Il a salué le fait que l'accent était porté sur les jeunes et que le programme s'inscrivait pleinement dans la logique du nouveau Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux, approuvé pendant la session. La pertinence stratégique de l'amélioration des compétences des jeunes, qui visait à les aider à tirer profit des possibilités d'emploi et d'entreprise, a été accueillie positivement, tout comme l'accent porté à la facilitation de leur accès aux marchés et services, destiné à leur permettre de mettre sur pied des entreprises et exploitations agricoles rentables. Enfin, le Conseil d'administration a salué l'appui reçu en faveur de la mise au point de politiques et de cadres institutionnels favorables pour les jeunes ruraux vulnérables en Indonésie.

B. Afrique orientale et australe

Burundi: Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité

(EB 2018/125/R.33 + Sup.1)

3. Le Conseil d'administration a approuvé un don de 27,48 millions d'USD au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette à la République du Burundi pour le Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité (PIPARV-B). Le projet était principalement axé sur l'intégration de la gestion foncière, le caractère inclusif du développement communautaire, l'amélioration de la productivité et la réduction de la vulnérabilité. Les États de la Liste C ont présenté une déclaration conjointe dans laquelle ils ont exprimé leur appui au projet. Compte tenu de leur politique relative à certains projets de développement dans des pays dont les gouvernements ne luttaient pas contre la traite des personnes, les États-Unis se sont opposés à la proposition et ne se sont donc pas ralliés à la décision du Conseil quant à l'appui du projet.

Kenya: Mémoire du Président: Programme de développement de l'aquaculture

(EB 2018/125/R.34)

4. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt additionnel d'un montant équivalant à 24,15 millions d'EUR à des conditions particulièrement favorables à la République du Kenya, destiné à financer le Programme de développement de l'aquaculture. Les ressources additionnelles devaient servir à combler le déficit de financement de 27,9 millions d'USD lié au prêt du FIDA (n° 2000002052) au Gouvernement kényan, approuvé en décembre 2017. S'exprimant au nom des États de la Liste C, le représentant de la République dominicaine a souligné que les investissements dans l'aquaculture ouvraient d'intéressants débouchés pour les jeunes des pays en développement et a exprimé son appui en faveur du financement additionnel proposé. Le représentant de

l'Angola a évoqué le considérable potentiel du sous-secteur de l'aquaculture et le fait que, dans nombre de pays africains, ce potentiel n'avait pas été suffisamment exploité. Le Conseil a salué l'intérêt que le Gouvernement avait manifesté à l'égard du programme, illustré par le niveau élevé de cofinancement national.

C. Afrique de l'Ouest et du Centre

Nigéria: Mémoire du Président: Programme de développement des filières (EB 2018/125/R.35)

5. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt additionnel d'un montant équivalant à 89,1 millions d'USD à des conditions mixtes à la République fédérale du Nigéria, destiné à transposer à plus grande échelle le Programme de développement des filières. Les représentants de l'Allemagne, du Kenya, s'exprimant au nom de la Liste C-1, du Mexique, du Royaume-Uni et de la République bolivarienne du Venezuela, s'exprimant au nom de la Liste B, se sont réjouis de l'impact considérable obtenu par le Programme de développement des filières au Nigéria. Le Conseil: i) a demandé des renseignements complémentaires sur les différends qui opposaient les cultivateurs et les pasteurs dans des États ciblés et les mesures prises jusque-là par les autorités nationales pour y remédier; ii) a souligné que le programme devait intégrer plus systématiquement les mesures de protection de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques, en utilisant les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, et a invité l'équipe de pays pour le Nigéria et la Division Afrique de l'Ouest et du Centre à rendre compte des progrès accomplis quant à l'application desdites procédures au terme d'une année; iii) a souligné qu'il fallait que les autorités nationales augmentent leur part de cofinancement. Au nom de son Gouvernement, le représentant du Nigéria a remercié le FIDA et les États Membres pour leur appui en faveur de la transposition du programme à plus grande échelle et a souligné le rôle essentiel que ce dernier jouait s'agissant d'améliorer les moyens d'existence des petits agriculteurs et de promouvoir l'emploi des jeunes.